

La France face à son image

Hoffmann

Citer ce document / Cite this document :

Hoffmann. La France face à son image. In: Politique étrangère, n°1 - 1986 - 51^eannée. pp. 25-33;

doi : 10.3406/polit.1986.3547

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_1_3547

Document généré le 09/06/2016

Stanley HOFFMANN *

La France face à son image

L'image de la France à l'étranger est multiple et contradictoire depuis longtemps. Dans les années 30, au temps où naquit cette revue, la France était encore « la grande Nation » démocratique et généreuse, le pays de Michelet et de Jaurès, aux yeux de beaucoup de ses fidèles, en Europe orientale ou aux Etats-Unis ; mais bien des Anglais lui reprochaient son « nationalisme étroit » de l'immédiat après-guerre, et les nazis la voyaient corrompue, molle et décadente. Aujourd'hui, certains la respectent pour sa volonté de résister à l'emprise des superpuissances, mais beaucoup d'autres l'accusent de prétentions sans commune mesure avec ses moyens. Ils s'offusquent des « airs » qui agacent ses voisins (lesquels savent à quoi s'en tenir sur sa puissance véritable) et qui, à la fin, ne trompent qu'elle. Certains la voient encore comme terre d'asile et comme championne des aspirations des nouveaux Etats qui cherchent — comme elle l'avait fait elle-même — à se constituer en nations ; d'autres l'accusent de matérialisme sans principes ni hauteur et sont prompts à découvrir bien des signes de racisme et de chauvinisme.

Ce qui est nouveau, ce n'est pas cette masse de contrastes — après tout, chacun de nous est toujours l'objet de jugements fort différents de la part des autres. Mais alors que les discordes civiques des années 30 avaient rendu les Français incapables de définir une politique cohérente, et de tenter d'imposer de la sorte une image *made in France* (si j'ose dire !), alors que les défis largement inattendus de l'après-guerre avaient provoqué de nouvelles divisions internes sur la route à suivre et que les faiblesses institutionnelles de la IV^e République déteignaient même sur les quelques choix qu'elle avait su faire [1], depuis près de trente ans les dirigeants successifs ont délibérément construit et maintenu une image à usages à la fois internes et externes. Au dedans, il s'agissait d'unifier (enfin) les Français autour d'une certaine ambition — de rassembler les Français sur une nouvelle mission, afin qu'ils cessent de se déchirer sur des

* Professeur de civilisation française et président du Centre d'études européennes à l'Université de Harvard.

querelles mesquines ou dépassées. Au dehors, il s'agissait d'imposer le respect, après une longue période de décadence et de convulsions. Au dedans comme au dehors, il s'agissait de montrer que, même dans le monde de l'interdépendance, l'ère de la dépendance était close, et l'exercice de l'autonomie redevenait la règle. Quelle est donc cette image ? Dans quelle mesure correspond-elle au comportement des Français ? Quels avantages et quels inconvénients a-t-elle eus pour la France dans le monde ? Durera-t-elle, et à quel prix ?

II

L'image est celle qu'a voulue le fondateur de la V^e République — celle que le général de Gaulle a portée en lui depuis son enfance, et dont les épreuves des années noires ont confirmé la nécessité à ses yeux. La similitude des propos tenus par les quatre présidents de la République, le ralliement de l'opposition socialiste aux principes de la politique étrangère gaullienne, la brillante exégèse — ou redécouverte — qu'en a faite, récemment, Régis Debray, tout cela confirme la puissance du volontarisme gaullien. Au commencement, on trouve un refus : celui de la dépendance envers n'importe quelle autre puissance. La célébration de l'indépendance nationale est donc d'autant plus vibrante que les contraintes extérieures, celles qu'impose l'économie mondiale ou celles que l'impératif de la sécurité fait peser sur un pays qui n'est plus à l'échelle des géants, sont plus fortes. Autre refus : celui de la passivité, d'un isolationnisme à la française destiné (comme feu l'isolationnisme américain) à empêcher que la France ne soit entraînée dans les aventures des autres. Comme l'a écrit François Mitterrand dans une formule très gaullienne, « ni repli sur soi », ni « oubli de soi », ces deux vertiges [2], ces deux refus dictent trois impératifs. Le souci du rang distingue la France des autres puissances moyennes, dans la mesure même où l'image de la France associe le rang à la volonté d'indépendance et d'activisme, et où cet alliage entraîne le refus de formules intégrationnistes (en Europe ou dans l'Alliance atlantique) auxquelles l'Allemagne fédérale et même l'Angleterre (en ce qui concerne l'alliance) ne se dérobent pas. Ce souci du rang signifie, selon l'expression de Régis Debray, que la France se voit comme la seule puissance moyenne dotée d'une capacité mondiale, jouissant d'une influence supérieure à son importance [3]. Deuxième impératif : veiller à l'équilibre — et particulièrement à l'équilibre des forces entre les deux Grands, dans la mesure même où tout déséquilibre limiterait la liberté d'action de la France, et où la lutte pour l'équilibre lui permet de se poser en protectrice d'autres nations, plus faibles mais également menacées par les ambitions des géants. Enfin, l'impératif de la modernisation s'impose à l'intérieur, qu'il s'agisse de l'institution d'un régime fort, ou de la modernisation économique, condition de la puissance.

L'image gaullienne est à la fois cohérente et flatteuse. Elle est cohérente, parce qu'à partir d'une réalité indéniable — le déclin relatif des Etats européens, la fin de l'ère coloniale, la montée et des superpuissances et des pays du Tiers-Monde en voie d'industrialisation, la menace nucléaire —, elle cherche à maximiser tant la vigilance que les moyens d'action de la France, à empêcher que les deux géants ne la tiennent pour quantité négligeable, à associer son action au sort d'autres Etats désireux d'échapper aux filets tendus par Washington et Moscou. Elle est flatteuse, parce qu'elle refuse d'assimiler une chute de puissance à la décadence, parce qu'elle offre un projet et qu'elle appelle des prouesses ; elle ne se contente pas soit de la simple survie, soit de bonnes statistiques de croissance et de bien-être. Elle dit aux Français qu'ils ont encore d'excellentes cartes, pourvu qu'ils veuillent les jouer bien, et qu'ils ont encore l'occasion de faire parler d'eux, même si la gloire tant convoitée dans le passé n'est plus guère accessible, et si la grandeur est une attitude plutôt qu'un attribut.

III

La façon dont la classe politique, et une bonne partie des élites, ont accepté et transmis cette image signifie-t-elle que les Français y croient ? Je dirais plutôt qu'ils veulent y croire. Mais ils savent aussi, au fond d'eux-mêmes, que la réalité est moins généreuse, ou plus contraignante ; que les possibilités dont la France dispose pour la façonner sont plus réduites ; que la cote dont elle bénéficie à l'étranger (soit comme modèle, soit comme obstacle aux volontés de puissance des Grands) n'est pas si élevée. Ce qui caractérise l'attitude des Français face à cette image de la France, c'est leur installation dans l'ambivalence. Ou plutôt dans deux ambivalences. D'une part — et ce n'est pas nouveau — la grande ambition nationale n'est certes pas la priorité des citoyens : pays sans revendications territoriales ni aspirations à la domination mondiale, la France quotidienne se préoccupe avant tout de son avenir matériel, de l'éducation de ses enfants, de l'évolution des mœurs. Certes, les électeurs n'ont jamais soutenu les rares hommes politiques qui offraient à la France des ambitions plus réduites, des horizons plus bas que ceux que reflétaient l'image gaullienne. Les Français applaudissent à *Concorde*, *Ariane* ou *Airbus* ; s'enthousiasment-ils vraiment pour la francophonie ? Sont-ils prêts à sacrifier une part importante de leur bien-être à l'action extérieure ? Il est permis d'en douter, même si l'aide aux pays en voie de développement a été proportionnellement plus forte que celle d'autres puissances comparables. Les « événements » de 1968 peuvent s'interpréter de bien des façons, mais ils ont aussi pris l'allure d'une révolte contre des contraintes internes imposées pour les besoins d'une politique étrangère ambitieuse.

D'autre part, lorsque l'on considère l'action menée au dehors, on s'aperçoit d'une autre dualité : derrière la rhétorique exaltante, et certains grands gestes, de Don Quichotte, il y a les marchés, le gros bon sens, le réalisme terre-à-terre de Sancho Pança. L'idéalisme de la « querelle de l'homme » et de la résistance aux dominations s'accompagne des ventes d'armes dans toutes les directions et s'accommode de clients encombrants en Afrique. Le refus de l'IDS s'accommode des recherches de contrats par les entreprises (publiques et privées). Dans l'opinion, la force de frappe est perçue moins comme un exemple de la « dissuasion du fort par le faible » ou comme un instrument indispensable au rang, que comme une chance éventuelle de sanctuarisation, et certes pas comme une arme à employer au cas où la menace, à elle seule, ne suffirait pas... Tout se passe comme si l'image gaullienne était à la fois un bouclier et un pavillon : un bouclier, dans la mesure où le refus des dépendances à l'égard des géants, et des intégrations incontrôlables, correspond effectivement à une volonté nationale de survie ; un pavillon, derrière lequel la politique suivie est, en fait, souvent très proche de celle des autres pays dont l'image gaullienne cherche à distinguer la France, et qui tentent eux aussi de préserver leur liberté de manœuvre ou ce qui reste de leurs positions passées contre mille et un obstacles.

On se prend à songer à l'exhortation fameuse : « Fais comme tout le monde mais ne soit pas commun ». Après tout, les mots-clefs du vocabulaire officiel sont souvent ambigus. « Moderniser », certes, mais pour quoi faire ? Pour la puissance collective, ou pour la prospérité de chacun ? « L'indépendance », bien sûr ; mais alors que l'image la présente comme devant être active, agressive, dynamique, dans l'esprit public la notion n'exclut pas des cas moins rayonnants, comme ceux de la Suisse ou de la Suède. « La France doit être elle-même », mais à l'heure actuelle elle s'interroge justement sur ce qu'elle est. Le seul symbole non ambigu, c'est le rang — mais sait-on de façon certaine ce qu'il faut faire pour se maintenir près du sommet ? Et si, en définitive, l'image, et les sermons ou litanies qu'elle entraîne, dans les grandes messes des conférences de presse présidentielles ou dans les Mémoires des principaux responsables, n'étaient que des aiguillons destinés à convaincre un peuple de sceptiques (d'ailleurs de mieux en mieux renseignés sur la réalité des choses, à l'ère du tourisme tous azimuts) que le jeu de la politique extérieure n'est pas pure illusion ? Ces aiguillons-là seraient l'équivalent de la double confiance anglaise (d'ailleurs fort mal placée) dans le Commonwealth et dans la *special relationship* avec Washington, et du triple impératif allemand — débouchés, sécurité, unité éventuelle. Quand tous ces aiguillons font défaut, la politique étrangère s'étiolé — comme dans le cas de l'Italie.

IV

Passons de la fonction intérieure aux effets extérieurs de l'image. L'une des raisons de sa durée, c'est qu'elle a offert bien des avantages. Dans l'ordre du prestige, d'abord : la France a, dans l'ensemble, réussi à se faire considérer par les dirigeants américains successifs comme un allié malcommode — pas un satellite — mais sûr quant à l'essentiel, et par les dirigeants soviétiques comme un interlocuteur légitime. De même, elle a réussi — non sans mal — à remplacer l'image du béret basque, de la baguette de pain, des vins fins et des produits de luxe, par l'image, sinon de la *High-tech France*, du moins d'un pays industriel avancé. Dans l'ordre de l'action, ensuite. La flexibilité même de la « doctrine » gaullienne, ou plutôt le mélange caractéristique de directions nettes et de pragmatisme dans la marche, ainsi que le souci de ne pas sacrifier Sancho Pança à Don Quichotte, ont permis à la France de jouer sur des tableaux fort peu compatibles entre eux dans l'abstrait : Alliance atlantique sans intégration, coopération européenne sans abdication à la supranationalité, force de frappe nationale sous garantie américaine et assortie d'une coopération des forces classiques avec l'OTAN, « tiers-mondisme » mais aussi maintien de liens militaires et économiques fort étroits avec nombre d'anciennes colonies, etc. Le souci d'équilibre a permis tantôt de s'éloigner de Washington (ou de Moscou), tantôt de s'en rapprocher, tantôt de reprocher au principal allié d'être trop agressif, et tantôt de dénoncer son manque de vigilance. La volonté d'activisme global a pu tantôt prendre la forme d'initiatives diplomatiques ou militaires, tantôt celle de simples discours.

Est-ce dire que l'image n'a eu que de bons effets, n'a rien entraîné de discutable, n'a rien exclu de souhaitable ? Deux sortes d'inconvénients ont souvent été cités par les critiques, en France comme au dehors. D'une part, le souci du rang, le refus de la passivité, ont parfois entraîné un activisme brouillon — projets lancés sans préparation, ou même sans contenu, et souvent sans suites (espace social européen, mondialisme, plan français de désarmement, dialogue euro-arabe, traité d'union européenne, et peut-être, hélas, Eurêka...). D'autre part, la France a eu constamment à choisir — au moins en apparence — entre deux politiques. Celle que dictait l'image, c'était la politique de l'action d'éclat, de la France qui se pose en s'opposant (comme lors de la crise du pétrole au début de 1974, ou dans l'affaire de l'IDS), ou de la France qui se soucie avant tout de « dire le droit », de parler haut et juste (comme au Moyen-Orient, ou — il y a quelques années — en Amérique centrale). Le coût est bien connu : l'isolement, ou du moins l'impossibilité d'amener les autres Européens à une position commune. La politique de rechange aurait consisté à donner la priorité à la recherche d'une

telle position, à ne pas commencer par exaspérer les partenaires par la prétention à parler au nom de l'intérêt européen sans consultation des autres, à ne pas continuer à les aliéner en dénonçant leur timidité comme une forme de lâcheté. Agir (ou parler) tout seul, inefficacement ; agir (ou parler) ensemble, moins fort, mais avec plus de chances d'être suivi ou écouté : telle est l'alternative, aux yeux de beaucoup.

Il est exact qu'un certain style, qui découle de l'image, n'a rien fait pour convaincre les autres membres de la Communauté européenne du bien-fondé de la lecture que la France faisait de l'intérêt européen ! Il est certain aussi que certaines tentatives pour « dire le droit » — contre le règne du dollar, ou les conquêtes d'Israël — ne pouvaient, par leur ambition même, que faire apparaître en pleine lumière le contraste entre les objurgations ou excommunications françaises, et les moyens de la France. Mais ne peut-on répondre aux procureurs qu'il n'est pas certain qu'une politique commune européenne aurait pu soit s'établir sur une base autre que la position la plus proche des préférences américaines, soit se faire mieux entendre qu'une position française. De plus, le passif était à peu près inséparable de l'actif, je veux dire que ce passif découlait directement d'une volonté légitime de ne pas être « comme les autres ». La France ne pouvait jouer le jeu de l'Angleterre (qui a d'ailleurs été fort peu payant) et n'avait pas les mêmes contraintes que celles qui pesaient sur l'Allemagne. Sur le papier, on peut expliquer que la meilleure façon de maximiser son influence et sa puissance eût été de « faire l'Europe ». Mais on en revient toujours au même constat : une Europe dominée par la France n'était pas acceptable par ses voisins, une Europe plus ou moins fédérale risquait d'être soit celle du plus petit commun dénominateur, soit celle du « fédérateur extérieur »...

V

Il s'est agi, jusqu'à présent, du passé. Le choix reste-t-il le même pour l'avenir ? Il me semble que les grands objectifs inscrits dans le code gaullien restent valables : indépendance, équilibre, rang, activisme, comme directives pour échapper à l'oubli de soi et au repli sur soi. Mais deux problèmes vont se poser, concernant l'aptitude de la France à mettre ces directives en œuvre, à rester fidèle à l'image qu'elle a voulu se donner.

Le premier problème a pour origine la nature de la conception des rapports internationaux qui sous-tend l'orthodoxie de la V^e République. C'est la conception de « l'état de guerre », où chacun des acteurs est sans cesse menacé et se doit de préserver sa sécurité et ses moyens d'action (Mitterrand, dans son livre, cite la langue,

l'industrie et la défense). Dans cette conception, en matière de défense, la meilleure solution pour un pays comme la France est la dissuasion nucléaire — la combinaison du « parapluie » américain et de la force nationale. En matière économique, on n'en est plus au malthusianisme funeste de l'avant-guerre, ni au mercantilisme classique : les Français ont appris les vertus de la concurrence internationale et les avantages de la croissance des partenaires. Mais la vie économique n'en reste pas moins conçue, elle aussi, comme un combat contre les dépendances. Or, la panacée de la paix par la dissuasion nucléaire est de plus en plus mise en cause, de bien des côtés : la course aux systèmes défensifs, même si elle ne mène pas au paradis entrevu par Ronald Reagan — un monde où la défense aura rendu les armes nucléaires obsolètes — ni à l'enfer de la guerre des étoiles, risque de mettre à mal la stratégie de l'OTAN ; la crédibilité de la force française contre des attaques non nucléaires est douteuse ; l'avenir de cette force n'est plus séparable de celui des négociations entre les Grands sur la maîtrise des armements offensifs. A l'heure actuelle, le pari nucléaire français reste l'obstacle majeur à une coopération franco-allemande plus poussée. Mais, pour la France (ou pour les membres européens de l'OTAN), donner la priorité à la défense classique, c'est risquer de compromettre le consensus intérieur (car la détente classique est plus coûteuse et plus douteuse) et, pour la France, sacrifier un élément essentiel de sa « différence ». Quant à la meilleure façon de tirer parti de l'interdépendance économique, elle consiste à avoir non pas un Etat fort, capable de mener une grande politique industrielle et commerciale, mais d'une part des entreprises adaptées aux impératifs et aux contraintes du marché mondial, et d'autre part une stratégie complexe de participation à ce que certains de mes collègues américains appellent les « régimes internationaux » : organisations inter ou trans-nationales fixant des normes de conduite et offrant à leurs membres un mélange d'avantages et de restrictions dans de multiples domaines spécialisés. Autrement dit, compteront avant tout deux niveaux (sous-étatique et inter ou transétatique) peu pris en compte dans le modèle traditionnel.

Le point d'interrogation que pose le problème précédent porte sur l'aptitude de l'image gaullienne, dont on a déjà souligné la flexibilité, à se montrer assez élastique pour que des ajustements progressifs, à la marge, suffisent à la préserver dans un monde différent de celui dans lequel elle est née. Le deuxième problème est d'un tout autre ordre. Le pari gaullien n'est pas seulement un pari sur l'état du monde, c'en est un sur l'état d'esprit des Français — sur leur volonté « d'être eux-mêmes », de maintenir et de promouvoir leur propre différence, d'affirmer à travers le monde leur spécificité, d'exercer une influence et d'imprimer une marque en tant que Français. Or, d'une part, dans bien des domaines, l'influence ou la puissance ne sont plus à la portée d'un Etat-nation européen, elles exigent une

dimension européenne : ainsi, en matière de technologies avancées, de monnaie, et dans le domaine des forces et armements classiques. Là, c'est l'Europe seule qui semble fournir le moyen d'échapper à l'isolement ou aux périls de l'intégration absolue dans l'économie mondiale. La spécificité nationale et le rôle mondial vont-ils encore de pair ? Rester soi-même, ou entre soi, n'est-ce pas se condamner à ne plus compter ? Le problème capital pour l'avenir, donc, c'est de susciter dans une Europe de plus en plus hétérogène cette volonté politique commune européenne qui a toujours fait défaut jusqu'à présent. Vaste programme, qui suppose un saut au-delà de l'épure gaullienne, et n'est pas sûr de réussir, même si la France consentait à des institutions fédérales communes.

D'autre part, le pari gaullien me paraît postuler que la volonté de jouer un rôle distinctif compensera la sorte de banalisation de la France qui accompagne sa modernisation : « la France sera la France » non plus par ses particularités économiques et sociales, mais de par son histoire, et par sa mission au dehors. Mais deux questions se posent. Peut-on, en fait, rester différent et agir autrement quand on devient « comme les autres » ? On sait qu'en matière de politique économique, la réponse est non. Ce bref article n'est pas le lieu où l'on peut détailler les multiples façons dont la France, depuis une trentaine d'années, s'est normalisée : industrialisation, urbanisation, changement des mœurs, ouverture des frontières, apparition d'une culture de masse, conversion de la gauche et de la droite à un certain réalisme, consensus sur bien des problèmes essentiels, déclin du PC, transformation du rôle des intellectuels, importance des médias, début de desserrement de l'étau de l'Etat centralisé gardien de l'intérêt général grâce à la décentralisation et à la vie associative, etc. Par rapport à l'avant-guerre, la primauté des considérations économiques sur celles d'ordre politique s'est progressivement établie. Une volonté de différence qui ne s'appuie plus sur des originalités intérieures incontestables, ni sur un messianisme de grande puissance (comme celui de l'URSS, ou l'« exceptionnalisme » américain) ne risque-t-elle pas de s'éteindre, ou de se rabougrir, de prendre la forme d'excentricités sans conséquences ?

De plus, ce qui fait encore l'originalité, la spécificité de la France, ce sur quoi elle se crispe souvent, est assez largement discutable ou négatif, du point de vue même du rayonnement et de l'action de la France dans le monde. Prenons le cas de la monarchie présidentielle : elle a certes, ses avantages par rapport au parlementarisme de l'impuissance, et elle a sa nécessité nucléaire, mais elle a sa part de responsabilité dans l'activisme brouillon dénoncé ci-dessus, et le culte du secret d'Etat qu'elle perpétue produit parfois des « bavures » aussi absurdes que l'affaire des avions renifleurs, ou aussi scandaleuses que celle du *Rainbow Warrior*. Les faiblesses de l'industrie française, qui proviennent à la fois de ses structures et d'une

dépendance tutélaire envers l'Etat, continuent de compromettre ses chances tant dans la compétition pour les marchés extérieurs que dans la course à la diffusion des innovations technologiques. Il n'est pas certain que la crispation passéiste qui a caractérisé les réformes scolaires entreprises par Jean-Pierre Chevènement constitue la meilleure préparation des jeunes pour le monde de demain, lequel exigera bien autre chose que l'« élitisme républicain ». Autre crispation néfaste : la force du corset jacobin, l'impossibilité jusqu'à présent d'élaborer un modèle de société différent, et de celui-là, et du modèle (inapplicable en France) de la société pluraliste à l'américaine, calquée sur le *melting pot* d'outre-Atlantique, risque d'exaspérer les tensions entre immigrés qui refusent l'assimilation, et Français qui ne conçoivent guère d'autre solution [4] ; ce qui ne manquerait pas d'affecter l'image de la France dans le monde.

On le voit : l'avenir de l'image orthodoxe dépend de l'évolution d'un monde qui n'offrira peut-être pas toujours, dans les rapports entre les Grands, entre les pays avancés et le Tiers-Monde, entre la France et le reste de l'Europe occidentale, les conditions de relative fluidité nécessaires au déploiement de la volonté française d'indépendance active. Mais cet avenir dépend aussi de la réponse que les Français donneront à une question qu'ils n'ont guère eu l'habitude ni l'envie de se poser : celle de leur identité nationale, que l'ampleur même des transformations accomplies pour « rester dans la course » met paradoxalement en cause.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Voir mon essai, « La nation : pour quoi faire », dans : *Essais sur la France*, Le Seuil, Paris, 1974.

[2] *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Fayard, Paris, 1986, p. 13.

[3] *Les empires contre l'Europe*, Gallimard, Paris, 1985, pp. 336-337.

[4] J'emprunte ici les arguments de Diana Pinto, dans un essai non encore publié.